

LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

Le 8 septembre 2024

Je pense que c'est dommage que je ne sois pas parvenu à développer mon courant politique ou que personne n'ait voulu me rejoindre, qu'on ne se soit pas compris, car je crois qu'en 16 ans on aurait pu recruter des dizaines, voire des centaines de militants. Pourquoi ? Parce que les faits m'ont donné raison 9 fois sur 10, comme base ou preuve de cohérence, de sérieux, d'honnêteté, de sincérité, de détermination et surtout de confiance, je crois qu'en étant très exigeant, il serait difficile de faire ou de trouver mieux. Je dis cela en toute simplicité ou modestie connaissant mes faiblesses et lacunes, parce que je n'ai jamais eu d'ambition personnelle dans la vie, c'est d'ailleurs ce qui m'a perdu paradoxalement quelque part.

Qu'on ne se méprenne pas, je ne souhaite pas former un club de discussion ou un asile pour dépressifs ou démoralisés aigris et pleurnichards en mal d'idéal, je n'ai que le socialisme à leur proposer, avec en prime toute l'affection qu'un humaniste désintéressé peut transmettre, à condition qu'ils l'acceptent.

Les qualités morales sont rarement récompensées au cours de la vie, c'est ce que j'ai pu constater à de multiples reprises à bientôt 69 ans. C'est la réflexion que je me suis faite encore les deux derniers jours, en regardant *Le curé de Tours* et *Boule de suif*, deux adaptations cinématographiques de nouvelles de Balzac. J'y suis autant attaché qu'au socialisme.

Mettons les choses au point.

LFI n'a que 72 députés, ils ne représentent que 12% des 577 députés.

Les députés du NFP ont été élus sur un programme réformiste au rabais, qui n'égratigne même pas les fondements du capitalisme.

L'oligarchie qui a mis en place Macron le sait. Elle savait aussi que parmi les composantes du NFP la plupart ne se battraient pas pour qu'il soit appliqué, en réalité aucune si la pression était trop grande sur elles. Alors, pourquoi voudriez-vous qu'elle leur fasse la moindre concession, elle sait que leurs dirigeants n'ont pas le choix, soit ils capitulent en rase campagne, soit ils l'affrontent directement, or elle sait qu'ils n'ont ni l'envie ni les moyens, dès lors elle n'a pas à tenir compte du nombre d'élus obtenus par le NFP (193), elle n'a pas besoin d'eux pour gouverner, elle a mieux sous la main avec Ensemble et LR qui totalisent plus de 200 élus, donc davantage que LFI, tout en s'assurant de la neutralité du RN. Et le tour est joué !

Pour cette raison j'ai été ulcéré par les vociférations et gesticulations des dirigeants du NFP pendant 52 jours, et ils continuent sur le même registre, on nous a volé la victoire, alors qu'en réalité ils ont tout juste gagné le droit de la fermer !

On va continuer à démasquer et combattre ces imposteurs, ces traîtres qui ne sont que des agents du régime, on demeurera fidèle à notre orientation politique socialiste, que les lecteurs l'approuvent ou comprennent pourquoi ou non, peu importe, je n'ai rien à perdre contrairement à eux.

Trois quarts des Français jugent que « Macron n'a pas tenu compte des résultats des législatives », selon un sondage - 20minutes.fr 6 septembre 2024

Gouvernement - Plus de la moitié des Français pense que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que le président a « volé l'élection au peuple français »

D'après un sondage Elabe pour BFMTV publié ce vendredi, 74 % des Français jugent qu'Emmanuel Macron n'a pas tenu compte des résultats des législatives. Plus de la moitié des sondés (55 %) estiment même que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que le président a « volé l'élection au peuple français ».

Seules 4 % des personnes interrogées considèrent que le président a « tout à fait » tenu compte du vote des Français lors des législatives anticipées. Fait intéressant : 60 % des abstentionnistes estiment que Jean-Luc Mélenchon a raison de dire que l'élection a été « volée » au peuple français. 20minutes.fr 6 septembre 2024

J-C – Confirmation. C'est chez les abstentionnistes dont j'ai fait partie, qu'il faut chercher les véritables opposants au régime, et non dans tous ces partis pourris idéologiquement.

Ils auront mis moins de 24h pour bidouiller un sondage.

Sondage : 51 % des Français accordent leur confiance à Michel Barnier - Publicsenat.fr 6 septembre 2024

Entendu.

- « Ce que fait Macron, c'est préparer la victoire du RN. »

J-C - Peut-être, souvent l'original finit par supplanter la copie ou la copie précède l'original.

Confirmation. Avec si peu de manifestants, au moins on est fixé.

J-C – Nos dirigeants sont des professionnels de l'autosatisfaction, de l'autosuggestion, de l'autoproclamation destinées à tromper leurs militants, et gare à ceux qui osent les contredire car ils ont toujours raison. Ils vont nous sortir que dans le contexte actuel, désillusionnées, c'était prévisible que les travailleurs et jeunes ne se mobilisent pas massivement, la faute à qui, je vous le demande.

J'y vois une énième confirmation de mon analyse de la situation. Voilà à quoi conduisent le déni de la réalité et l'opportunisme. Le niveau théorique des travailleurs et jeunes, ainsi que celui des militants du mouvement ouvrier, a atteint un tel degré de médiocrité, qu'en dehors des luttes isolés pour des revendications alimentaires il n'y a rien à en attendre avant longtemps.

Je n'ai jamais tenu un autre discours, ce qui m'a valu la détestation de bien des militants, sans que je le modifie d'un iota, tout en continuant à diffuser les idées du socialisme et à défendre le marxisme ou une orientation politique révolutionnaire, car ce n'est pas parce que la révolution est renvoyée à un avenir indéterminé, qu'on devrait capituler, rejoindre les rangs des opportunistes ou leur accorder la moindre concession, vous avez vu où cela a mener ceux qui s'y sont essayés, à célébrer la démocratie ou envisager de cohabiter avec Macron, plutôt crever !

AFP - Samedi 7 septembre, deux jours après la nomination de Michel Barnier comme Premier ministre, entre 110 000 et 300 000 manifestants de gauche ont défilé dans plusieurs villes de France contre « *le coup de force de Macron* ».

Avec quelque 150 mobilisations prévues, la gauche, LFI en tête, a choisi la rue comme tour de chauffe d'un automne politique qui s'annonce brûlant. Sur X, la cheffe de file des députés LFI Mathilde Panot a revendiqué 160 000 manifestants à Paris et 300 000 en France. Selon le ministère de l'Intérieur, les cortèges ont rassemblé 110 000 personnes dans tout le pays dont 26 000 dans la capitale.

Nantes. La manifestation a rassemblé entre 2.500 selon la préfecture et 8.000 participants selon les organisateurs.

Nice de 900 à 1.000 personnes selon les sources ont manifesté derrière la banderole "*Défendons notre démocratie*". AFP 7 septembre 2024

Des illusions à revendre !

A entendre les dirigeants de LFI et du NFP, ils croyaient que Macron allait leur faire cadeau du pouvoir, qui peut croire un truc pareil, ils savaient parfaitement à quoi s'en tenir, peut-être pas tous car il y a un paquet d'arriérés parmi eux, mais c'est surtout nous qu'ils prennent pour des cons.

La preuve. Et quel aveu !

Qui a dit hier 7 septembre en s'adressant au despote Macron : "*vous avez dissous, alors que personne ne vous l'a demandé*" ? lepoint.fr 7 septembre 2024

Réponse : Mélenchon, non seulement la composition de l'Assemblée nationale avant le 7 juillet dernier lui convenait parfaitement, c'est lui qui l'a déclaré, donc la question de la dissolution ne se posait pas, et pas davantage la mobilisation pour chasser Macron. Maintenant il peut scander Macron démission après l'avoir sauvé.

Cocu ! Qui est-ce qui les a appelés à voter ? A bas le parlementarisme !

Le choix de Barnier « dit clairement aux gens qui s'ils n'étaient pas allés voter aux législatives 2024, ça aurait été la même chose », dénonce Aymeric Caron. Le HuffPost 7 septembre 2024

Aymeric Caron « *très en colère* » ne fera plus front républicain.

« *Le front républicain repose sur l'idée que malgré des différences, il y a un socle républicain sur lequel on s'accorde. Quand je constate que ceux avec qui on est censé faire barrage appliquent des idées qui deviennent celles du RN et qu'ensuite ils passent des accords avec eux, on ne peut plus dès lors compter sur un front républicain pour de prochains évènements politiques* », tranche Aymeric Caron. Le HuffPost 7 septembre 2024

J-C – Pour ce philistin, entre la classe des capitalistes et celle des ouvriers, il n'y aurait que « *des différences* » tellement insignifiantes qu'il ne s'est même pas donné la peine de les citer, autrement dit, il n'existerait pas entre elle un antagonisme inconciliable d'intérêts.

Quant au « *socle républicain* » sur lequel il s'accorde avec nos ennemis, ce sont les rapports entre les classes qui sont imposés à la classe ouvrière, qui consacrent la domination de classe des capitalistes, puisque c'est cette dernière qui détermine le contenu du « *socle républicain* ». C'est un acte de vassalité en somme auquel il se livre, et qu'il estime louable !

Ils vous ont bien baisés ! On dit merci à qui ?

De très nombreux témoignages estiment qu'Emmanuel Macron n'a pas respecté le front républicain en optant pour l'ancien ministre RPR (l'ancêtre de LR) et en sollicitant l'avis de Marine Le Pen pour le choix de son Premier ministre.

"*A quoi bon voter ?*" : après la nomination de Michel Barnier à Matignon, les électeurs du NFP expriment leur "déception" et leur "colère" - francetvinfo.fr 07 septembre 2024

Dans la manif à Rennes.

- « *On s'est mobilisés comme des fous pour inciter des gens à aller voter. Franchement, on a galéré et on a réussi à faire gagner le NFP. Et pour quel résultat ? On nous méprise. Les gens, ils n'iront plus voter. La démocratie, elle ne va pas s'en relever* », craint Coline.

- A ses côtés, son ami Harry partage la même amertume. « *C'est un glissement vers la droite et l'extrême droite. Je ne me sens pas du tout représenté, pas du tout entendu. A quoi ça servait de voter ?* », interroge le jeune homme.

- Awen, 20 ans. « *De toute façon, ça ne changera rien.* » 20minutes.fr 07 septembre 2024

Pourvu qu'ils disent vrai, cela fera réfléchir la jeunesse à toutes les mystifications dans laquelle une partie d'entre elle s'est laissé embarquer.

Premier ministre : « *Il nous crache à la gueule* »... Nommer Michel Barnier, un doigt d'honneur à la jeunesse ? - 20minutes.fr 07 septembre 2024

Emmanuel Macron a fait un choix. Celui de se couper d'une partie de sa jeunesse. Alors qu'il avait bâti son discours sur le renouveau de la politique et la start-up nation pour se faire élire en 2017, le président de la République a cette fois opté pour un choix très conservateur. Une nomination

unanimement critiquée ce samedi par l'ensemble des manifestants que nous avons rencontrés. Pouvait-il faire pire choix pour sa jeunesse ? 20minutes.fr 07 septembre 2024

Vous vivez encore trop bien pour réfléchir !

J-C – Macron dispose encore d'une large marge de manœuvre pour leur pourrir la vie, voilà ce que cela signifie aussi. Et il va en profiter.

- De nombreux sympathisants de gauche ont répondu à un appel à témoignages de franceinfo pour faire part de leur incompréhension après l'arrivée, jeudi, d'une figure historique des républicains au poste de Premier ministre. francetvinfo.fr 07 septembre 2024

J-C – Pourquoi ont-ils cru dans le NFP plutôt que dans le PT ou LO, par exemple ? Pourquoi ont-ils écouté le discours de ses dirigeants ? Pourquoi ont-ils fait confiance à Macron ? Pourquoi ce sont-ils laissé influencer par les médias ? Ils ne savaient pas depuis le temps qu'ils avaient affaire à des menteurs, des manipulateurs, des ordures ? Ils ont tout faux !

- *"J'ai mis six fois un bulletin Macron dans l'urne depuis que je suis majeur pour empêcher le RN de gagner. Et de voir une sorte d'alliance entre Macron et Le Pen pour empêcher la proposition du NFP, cela me fait très peur sur l'état de notre démocratie"*, témoigne Quentin, habitant de Saint-Denis de La Réunion.

- *"On a fait barrage au RN en votant et on a l'impression qu'il y a désormais un barrage anti-gauche à l'Assemblée, alors que la gauche est quand même républicaine"*, se désespère Grégoire.

- Vincent, Parisien de 30 ans, espère également une réaction des parlementaires dans les semaines à venir : *"Certains députés Renaissance ont affiché leurs distances avec le président Macron, on peut souhaiter qu'ils prennent leurs responsabilités et se joignent au NFP pour censurer un gouvernement Barnier."*

- *"Je ne comprends pas le jeu actuel. Quel intérêt a-t-il à nommer quelqu'un qui ne fait pas partie de l'Assemblée nationale, sauf à séduire l'extrême droite pour lui tendre le pouvoir à la prochaine élection ?"*, s'interroge aussi Léa.

- *"C'est un coup politique, loin des attentes des Français"*, confie Kilian, sympathisant écologiste. *"Après le Front républicain, Emmanuel Macron se retrouve à choisir un candidat que le RN accepte"*, regrette ce Nantais de 40 ans.

- *"Michel Barnier, c'est la droite réac', RN compatible"*, juge aussi Aurélie, 38 ans. *"Je ne vois pas comment un homme de l'ancienne politique comme Barnier pourra gouverner sereinement"*, considère Yoann, Grenoblois de 29 ans.

- *"On écarte une candidate lesbienne pour choisir un Premier ministre qui a voté contre la dépénalisation de l'homosexualité... Quel est le message ? Maintenant, je me dis : à quoi bon voter ?"*, s'interroge cette Parisienne de 31 ans.

- *"Tout ça pour ça, je suis un peu étonné et déçu"*, enchaîne Barnabé, un Breton de 19 ans, qui a voté pour la première fois cette année et qui a choisi un bulletin du NFP.

- *"On convoque des élections, le NFP est en tête et on ne fait pas l'effort de nommer une personne issue de la gauche"*, Alexandre, étudiant en droit de Besançon.

- *"On a voté et le parti perdant est nommé ?"*, s'étonne aussi Valérie, soutien de Jean-Luc Mélenchon. *"Les gens vont dire encore que ça ne sert à rien de voter. Après sept ans de Macron, on continue la même politique dont on ne voulait plus, c'est extrêmement choquant"*, détaille cette Varoise de 53 ans.

- *"Aujourd'hui, c'est clairement la fin du barrage républicain"*, estime Emmanuel, 38 ans, sympathisant LFI de Rennes. *"On a pour une fois une jeunesse qui s'est mobilisée dans les urnes. Finalement, on passe d'un Premier ministre très jeune à un monsieur qui ne parle à personne. Le symbole est désastreux"*, ajoute-t-il.

- *"Personne n'a gagné, mais certains ont moins perdu que d'autres et puisque le NFP a le nombre le plus important de députés, la tradition républicaine voulait qu'on choisisse dans le groupe vainqueur"*, poursuit Christophe, retraité de l'Éducation nationale, qui ne cache pas sa *"déception"*.
francetvinfo.fr 07 septembre 2024

Mimétismes. La crise des institutions du capitalisme est mondiale.

- **La vague de démissions se poursuit en Israël après celle du chef du renseignement de la police**

Kuleba avec d'autres ministres ukrainiens présentent leur démission

Plusieurs ministres ukrainiens présentent leur démission. Restructuration majeure du gouvernement en Ukraine, six ministres dont le ministre des Affaires étrangères Dmytro Kuleba, présentent leur démission avec le chef du fonds des biens de l'État de l'Ukraine.

Italie: le ministre de la Culture, empêtré dans une affaire d'adultère, démissionne -AFP

Brésil: Lula limoge un ministre accusé de harcèlement sexuel - AFP

Confronté à la première affaire de mœurs au sein de son gouvernement, le président brésilien Luiz Inacio Lula da Silva a limogé vendredi son ministre des Droits humains, Silvio Almeida, accusé de harcèlement sexuel par plusieurs femmes, dont une autre ministre. Silvio Almeida, 48 ans, a expliqué vendredi soir dans un communiqué avoir *"demandé au président Lula de (le) limoger"*.

Commentaire publié par France-Soir

- Question : Depuis quand les libertariens alliés de Trump seraient-ils un antidote contre le totalitarisme ?

- Le réseau X " *l'un des antidotes les plus puissants contre le totalitarisme croissant que veulent imposer l'État profond américain et les forces mondialistes*"

Question : Depuis quand les réseaux sociaux "*nous sauvent de la dictature féroce de la pensée unique et obligatoire*", alors que cette dictature n'a jamais été aussi omniprésente ou répandue dans le monde ?

- Que serions-nous si les réseaux sociaux n'étaient pas là pour permettre un débat libre et éclairé, autoriser les controverses. Ils nous sauvent de la dictature féroce de la pensée unique et obligatoire en proposant aux individus le schéma directeur de la confiance et de l'intelligence collective.

Si je peux me permettre, votre égarement idéologique vient du fait que vous vouez un culte à ce que vous appelez "*l'État de droit*", parce que vous ne pouvez pas ou vous ne souhaitez pas caractériser la nature sociale (capitaliste) de cet Etat et rompre avec lui.

Commentaire publié par le blog Le Grand Soir

- @boizenmieux

Barnier : Un technocrate de Bruxelles compatible avec l'extrême droite et représentant les "*gens d'en haut*", Barnier à tout bon ! Et ceux qui réclament à cor et à cri le "*respect de la démocratie*" ont tout faux.

Pauvres d'esprit que nous sommes, et dire que nous ignorions jusqu'à présent qu'on vivait en démocratie en France...

JLM - "*... J'en appelle donc à la mobilisation la plus puissante que possible le 7 septembre pour le respect de la démocratie pour le respect de la bonne compréhension de ce que sont des institutions républicaines placées sous la souveraineté du peuple et pour la dignité personnelle de ceux qui ont été votés et qui ont donné un avis que personne n'a le droit d'effacer c'est bien le moment de dire plus que jamais en France vive la république*"

Questions : Sous quel régime sommes-nous ? Dans quel cadre constitutionnel se sont déroulées les élections législatives ? Les intérêts de quelle classe privilégiait la Constitution de la Ve République ou quelle était la nature sociale de l'État ? Je sais que ce sont beaucoup de questions que de nombreux lecteurs ne souhaitent pas se poser, et pour cause.

Traduction : Mélenchon en appelle au "respect de la démocratie", ce qui signifie que la Constitution de la V^e République ne serait pas bonapartiste et antidémocratique, elle serait plus que compatible avec l'exercice de la démocratie, elle en serait le garant. Vous avouerez, en tant que démocrate, il faudrait être idiot ou avoir perdu la tête pour vouloir se passer d'une Constitution aussi vertueuse, envie et copiez par bon nombre de dictateurs africains !

Il y a près de 50 ans déjà, quand Mélenchon rejoignit la social-démocratie ou quand il adopta son idéologie si vous préférez, il signifia qu'il ne romprait jamais avec le capitalisme et ses institutions, qu'il avait rompu définitivement avec le socialisme, et de fait, soyons honnête, il tint parole.

Quand le NFP a déclaré qu'il était prêt à "*cohabiter*" avec Macron, chacun aurait dû en tirer les conclusions qui s'imposaient, à savoir que pour qu'une coalition de partis puisse gouverner, il faudrait obligatoirement qu'elle applique un programme politique conforme à celui de Macron, donc conforme aux intérêts des capitalistes, car il était impensable qu'il accepte qu'un gouvernement qu'il présiderait abroge certaines mesures ou lois antisociales ou liberticides adoptées depuis 2017.

Le NFP a sauvé Macron, à moins qu'il n'ait jamais été menacé.

C'est le NFP en appelant au second tour des élections législatives au "front républicain" en faveur des candidats de la coalition présidentielle Ensemble et de LR qui a permis à la droite parlementaire de sauver les meubles et de se retrouver avec suffisamment de députés pour que Macron puisse désigner un Premier ministre issu de la droite parlementaire.

Car en réalité, c'est elle qui dispose d'une majorité relative et non le NFP. Ensemble a 166 députés + 47 députés LR = 213 + quelques députés parmi les 8 non-inscrits et les 21 de LIOT.

C'était mentir aux travailleurs et aux militants, de leur faire croire que le NFP avait remporté ces élections. C'était les tromper de leur faire croire que le NFP pourrait gouverner. C'était les trahir de leur faire croire que le NFP appliquerait un programme politique conforme à leurs besoins sociaux sans rompre avec Macron, les institutions de la V^e République et le capitalisme, et l'UE, etc.

- En observant la réaction de la majorité des masses à la dictature hygiéniste de janvier 2020 à décembre 2022 (ou plus), puis à la dictature énergétique et climatique, au récit frauduleux de la guerre en Ukraine, au génocide des Palestiniens, à l'emballage de la hausse des prix (énergie, alimentation, etc.), autant d'expériences d'une violence extraordinaire vécues directement ou en direct, autant d'expériences auxquelles elles répondirent en faisant preuve d'une relative passivité ou indifférence, bref, en prenant en compte ce contexte, il était facile de se faire une idée assez précise de leur état d'esprit du moment et de leur niveau de conscience en général ou plutôt de conditionnement, pour ne se faire aucune illusion sur la manière dont elle aborderait les élections législatives et leur dénouement.

Pourquoi ? Parce que fondamentalement rien dans leur condition n'avait changé, donc il n'y avait pas de quoi imaginer qu'autre chose adviendrait, que ce qui est en train de se dérouler sous nos yeux.

Ceux qui doivent se poser de sérieuses questions ou qui ont un grave problème politique à résoudre, ce sont tous ceux qui s'attendaient à autre chose, comme chaque fois du reste, à un miracle semblait-il, puisqu'il y a même des croyants ici, c'est stupéfiant ! Personnellement je ne me sens pas concerné, puisque j'avais appelé au boycott. Certains en arrivent à dire "*tout ça pour ça*", eh oui comme en 81, c'est pitoyable 53 ans plus tard !

Vous me direz qu'on aurait pu tout aussi bien remonter au Front populaire de 36, qui se termina par le vote des pleins pouvoirs à Pétain, quelle époque glorieuse, je les vois déjà d'ici hurler au raccourci scandaleux, comme quoi il n'y a vraiment rien de changé !

Je passe la IV^e République et ses toutes aussi glorieuses guerres impérialistes en Asie et en Afrique du Nord, sans oublier les "*Trente glorieuses*" entamées sous le mandat d'un général président et qui s'achèveraient sous un centriste précurseur de l'extrême centre fervent partisan de l'Union européenne ou l'OTAN politique en Europe, hurra!

J'ai fait l'impasse sur 68, où en guise d'orientation révolutionnaire, on eut le droit à "changer la vie", au lieu et place de changer de régime, pour que finalement rien ne change. Et effectivement fondamentalement, on en est toujours au même point mort 56 ans plus tard. En mieux ou en pire, cela se discute.

La crise du capitalisme n'a cessé de s'approfondir jusqu'à ébranler ses fondements, ses institutions, c'est plutôt bon signe et encourageant. Ce qui l'est moins, c'est la faiblesse organisationnelle des masses dans des structures politiques qui ne soient pas complètement corrompues ou irrécupérables, toutes celles qui ont failli dans le passé, toutes celles qui en sont issues, leurs satellites, l'absence d'un véritablement parti ouvrier révolutionnaire ou communiste, appelez-le comme vous voudrez, et la faiblesse de leur niveau de conscience politique, parce que les conditions matérielles de la majorité demeurent relativement confortables, et les partis dits ouvriers qui sont censés représenter leurs intérêts ont abandonné le socialisme, ce qui les prive des moyens théoriques pour comprendre la situation, par conséquent, elles rejettent les tâches et les objectifs politiques qu'on leur propose et qui permettraient de réaliser un changement de régime ou une révolution politique et sociale...

On peut nier ce constat, d'ailleurs les uns et les autres passent leur temps à cela, certains préférant polémiquer sans fin sur le sexe des anges, c'est pour dire à quel niveau théorique ou état de décomposition politique on en est rendu, c'est cela le plus préoccupant, à mon humble avis.

Heureusement que la lutte de classe continue, on le doit à la classe ouvrière uniquement, tout espoir n'est pas perdu...

Au secours : Refroidissement climatique !

J-C – Ils doivent abandonner leur discours alarmiste fabriqué sur la sécheresse et la canicule.

Vers un épisode de grande fraîcheur la semaine prochaine - La Chaîne Météo 5 septembre 2024

Il fera très frais pour la saison avec les premières neiges à moyenne altitude en montagne.

Les températures repasseront nettement en dessous des normales de saison mercredi et jeudi prochain. Un front froid actif pourrait balayer la France du nord-ouest vers la Méditerranée avec des pluies soutenues, de la neige à moyenne altitude sur nos montagnes. A l'arrière du front, le temps devrait rester instable avec des averses en plaine et des giboulées en montagne. La neige pourrait blanchir les sols dès 1800 m, ce qui survient précocement mais n'a rien d'exceptionnel pour un mois de septembre.

Ça leur file la jaunisse !

Météo : La France entière en jaune, huit départements en vigilance orange aux pluies et orages - 20minutes.fr 7 septembre 2024

France intox, France désinfo, fake news, propagande de Davos, du GIEC.

France Info - Depuis le XIXe siècle, la température moyenne de la Terre s'est réchauffée de 1,1°C. Les scientifiques ont établi avec certitude que cette hausse est due aux activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz). Ce réchauffement, inédit par sa rapidité, menace l'avenir de nos sociétés et la biodiversité. Mais des solutions – énergies renouvelables, sobriété, diminution de la consommation de viande – existent. Découvrez nos réponses à vos questions sur la crise climatique.

J-C - 1,1°C correspond à la marge d'erreur que s'accordent les scientifiques, argument nul. Les activités humaines, consommatrices d'énergies fossiles sont microscopiques au regard de tous les autres facteurs qui contribuent au climat, argument nul. S'agissant du réchauffement, compte tenu que la hausse de la température précède celle du CO2, argument nul. Les solutions avancées produiront un effet microscopique sur le climat, argument nul. Le reste est à l'avenant.

Ils soufflent le chaud et le froid.

J-C – Admirez la manipulation. Ils titrent sur un ton affirmatif « *jamais* », pour ensuite glisser vers le conditionnel « *probable* », « *probabilité* » qui ne veut rien dire. Leur référence, les températures « *jamais enregistrée* » à l'échelle mondiale, c'est une supercherie puisque la plupart des régions du monde ne disposaient pas des moyens techniques permettant de relever de façon fiable la température au cours des siècles précédents, entre autres.

Crise climatique : le mois d'août a été le plus chaud jamais enregistré à l'échelle mondiale, à égalité avec août 2023 - franceinfo 6 septembre 2024

L'année n'est pas terminée, mais les températures enregistrées à travers le globe cet été rendent "*de plus en plus probable que 2024 sera l'année la plus chaude jamais enregistrée*". Dans son dernier rapport mensuel publié vendredi 6 septembre, l'observatoire européen Copernicus annonce que le mois d'août 2024 a été le mois d'août le plus chaud jamais observé à l'échelle mondiale, à égalité avec août 2023.

"*Le globe a connu les mois de juin et d'août les plus chauds, la journée la plus chaude jamais enregistrée et l'été boréal le plus chaud jamais enregistré*", liste Samantha Burgess, directrice adjointe du Copernicus Climate Change Service (C3S), dans un communiqué.

"*Cette série de températures record augmente la probabilité que 2024 soit l'année la plus chaude jamais enregistrée*", dépassant les valeurs déjà historiques de 2023.

D'où viennent toutes ces infos alarmistes aux relents liberticides à peine maquillés ? Made in USA.

A partir de 60 ans, la consommation d'alcool est nocive même à faible dose - 20 Minutes 4 septembre 2024

Selon une étude publiée en janvier 2024 par Santé publique France, encore 61,8 % et 34,1 % des hommes et femmes de 65-75 ans buvaient encore de l'alcool chaque semaine en 2021, contre seulement 36,9 % et 21,4 % chez les hommes et femmes de 18-24 ans et 46,7 % et 24,7 % pour ceux et celles de 25-34 ans.

Reste que selon une étude publiée le 12 août dernier dans la revue JAMA Network Open, toute consommation d'alcool, même modérée, est nocive pour la santé des plus de 60 ans, comme le rapporte CNN.

Peu importe le niveau de consommation enregistré, des risques ont été identifiés. Par rapport aux buveurs occasionnels, ceux buvant une faible quantité d'alcool ont 10 % de risque supplémentaire de mourir d'un cancer. Les consommateurs quotidiens modérés ont quant à eux 10 à 15 % de chances en plus de mourir de n'importe quelle cause de décès (problèmes hépatiques ou rénaux, dépression) ou de mourir d'un cancer.

Il a par ailleurs été identifié que les personnes aux revenus modestes ou déjà malades présentaient des risques accrus.

J-C - Mais vous pouvez jeter votre dévolu sur le pinard, ouf !

Par contre, ceux ayant déclaré boire du vin durant les repas présentent des risques de cancer et de décès légèrement inférieurs aux buveurs occasionnels. De quoi valider le mythe du verre de vin rouge quotidien bénéfique pour la santé ? Pas forcément. L'effet positif ne vient probablement de l'alcool, mais plus certainement du mode de vie qui accompagne cette consommation, potentiellement plus modéré et sain, ou des antioxydants contenus dans la boisson. D'autres recherches vont être nécessaires pour y voir plus clair. 20 Minutes 4 septembre 2024

Le réseau Atlas, la France, et l'extrême-droitisation des esprits

La machine de guerre idéologique d'une nouvelle extrême-droite, libertarienne et ultraconservatrice

Extraits.

C'est en 1981 que l'Atlas Economic Research Foundation, devenu ensuite Atlas

Network (« *réseau Atlas* »), est fondé par Antony Fisher. Ce dernier, un homme d'affaires pionnier de l'élevage des poulets en batterie, est fortement influencé par l'économiste autrichien Friedrich Hayek.

Hayek est à l'origine de la Société du Mont

Pèlerin (SMP), groupe de réflexion créé en 1947, qui rassemble des personnalités représentant des courants libéraux allant du néolibéralisme au libertarianisme le plus radical. Tous partagent une opposition absolue au socialisme, un idéal de laissez-faire économique et une méfiance envers les « *masses* » et la démocratie. Selon eux, cette dernière porte en elle le risque d'une dérive vers une dictature qui commencerait par la planification économique.

Lors de son élection en 1979, Margaret Thatcher reconnaît explicitement le rôle du think tank dans sa victoire et le remercie chaleureusement pour avoir défendu les principes du libre-échange. Ce succès enthousiasme Hayek qui encourage Fisher à répliquer son modèle partout dans le monde. C'est ainsi que le réseau Atlas voit le jour.

Le réseau Atlas se donne pour rôle de soutenir l'expansion internationale des idées libertariennes et le développement d'organisations alliées partout dans le monde.

Pour télécharger ce document (recommandé) :

https://multinationales.org/IMG/pdf/atlasfr_v3.pdf

Quand l'impérialisme britannique vole au secours de sa colonie en danger.

Craig Murray : La fin de la démocratie pluraliste occidentale - 3 septembre 2024

Les services de renseignement des Five Eyes construisent clairement des diagrammes de Venn de l'opposition démocratique au sionisme et au projet néolibéral.

Aucun grand dirigeant occidental ne pourra plus jamais parler de droits de l'homme ou de valeurs éthiques sans s'attirer les foudres des extrémistes. Ils se retournent contre leur propre peuple pour empêcher toute contestation d'un génocide qu'ils soutiennent activement.

Le Premier ministre britannique Keir Starmer a intensifié la pression sur les opposants au génocide sioniste jeudi dernier avec l'arrestation de la journaliste Sarah Wilkinson et l'inculpation de l'activiste Richard Barnard, toutes deux en vertu de l'article 12 draconien de la loi sur le terrorisme, qui prévoit une peine pouvant aller jusqu'à 14 ans de prison.

Les médias grand public britanniques ont bien sûr ignoré ces propos, mais ils sont tous indignés par la condamnation de deux journalistes de Hong Kong pour sédition, une peine passible d'une peine maximale de... deux ans.

Mais ils nous disent que c'est la Chine et non le Royaume-Uni qui est la dictature autoritaire.

<https://consortiumnews.com/fr/2024/09/03/craig-murray-the-end-of-western-pluralist-democracy/?eType=EmailBlastContent&eId=5f77c3a3-5862-4ac5-a6ee-184d9bc7acdb>

Situation sociale en France.

Rentrée scolaire : il manque au moins un professeur dans 56% des collèges et des lycées français, selon une étude du Snes-FSU - franceinfo 6 septembre 2024

Il manque au moins un professeur dans 56% des collèges et des lycées français lors de cette rentrée scolaire, selon une enquête réalisée par le syndicat des enseignants du second degré, le Snes-FSU, que franceinfo a pu consulter vendredi 6 septembre.

Selon cette étude, réalisée entre le 30 août et le 5 septembre auprès de 893 établissements français, il manque au moins un professeur dans plus d'un établissement sur deux en moyenne, cette dernière variant en fonction des académies.

Ainsi, dans l'académie d'Amiens, il manque au moins un professeur dans 21% des établissements, tandis que dans l'académie de Normandie, il manque au moins un professeur dans 43% des collèges et lycées. Parmi les académies les plus touchées, on peut trouver celle de Versailles et Lyon, avec respectivement 72% et 68% des établissements dans lesquels il manque au moins un professeur, mais aussi Créteil avec 63%.

"À ce stade, rien n'assure que les remplacements en cours d'année seront assurés", écrit le Snes-FSU dans la présentation de son étude. "Dans les disciplines, on note un grand nombre de postes de professeurs de français non pourvus, mais également en maths et dans une moindre mesure de langues vivantes, technologie, éco-gestion." "La pénurie touche aussi d'autres personnels que les enseignants. Pour les AESH (Accompagnants des élèves en situation de handicap), notre enquête a ainsi recensé 17% de collèges et lycées où il manque au moins une AESH", écrit également le syndicat.

Il y a des professeurs devant les classes *"dans l'immense majorité des situations"* pour la rentrée scolaire, malgré les difficultés de recrutement d'enseignants, a assuré lundi la désormais ancienne ministre de l'Éducation nationale Nicole Belloubet, sans exclure des absences *"ici et là"*. franceinfo 6 septembre 2024

Quand le récit des nazis sionistes est devenu le récit officiel en France.

Toulouse: une école d'économie suspend un professeur après des propos polémiques sur la guerre à Gaza - BFMTV 5 septembre 2024

Un enseignant d'une université de Toulouse a été suspendu mercredi 4 septembre pour avoir tenu des propos sur la guerre dans la bande de Gaza en cours, a indiqué l'établissement dans un communiqué.

"J'ai décidé de suspendre à titre conservatoire un de nos enseignants contractuels qui s'est exprimé sur la situation au Proche-Orient", a déclaré Christian Gollier, directeur de la Toulouse School of Economics (TSE), qui fait partie de l'Université Toulouse-Capitole.

Il a annoncé par ailleurs l'ouverture d'une enquête administrative et rappelant *"l'obligation de neutralité et de réserve des agents publics"*.

Dans un enregistrement audio diffusé sur X, à l'origine de la polémique, ce professeur de mathématiques assure devant ses élèves ne pas comprendre pourquoi les athlètes israéliens ont pu concourir sous leur drapeau aux Jeux olympiques *"alors qu'on l'a interdit aux Russes"*.

Il évoque également, comme moyens de pression pour obtenir un cessez-le-feu, la possibilité de participer à des manifestations ou de se *"renseigner"* sur les campagnes de boycott de certains produits israéliens.

"*Ces propos sont inadmissibles*", a réagi la ministre démissionnaire de l'Enseignement supérieur, Sylvie Retailleau.

L'enregistrement mentionne aussi un bilan à Gaza de "*près de 200.000 morts*", attribué à la revue médicale The Lancet, ce que certains internautes dénoncent comme de la "désinformation".

Si un chiffre de 186.000 victimes est effectivement apparu dans cette revue, il correspond en réalité une projection statistique à long terme du nombre de victimes que pourrait faire la guerre, qui n'englobe pas seulement les personnes tuées directement par les combats mais aussi les décès liés aux conséquences des hostilités, comme la crise sanitaire et humanitaire.

"*Tenus dans un cadre professionnel par un agent public sans relation avec la matière enseignée, ces propos contreviennent à l'obligation de réserve en vigueur dans le service public*", a expliqué sur X Christian Gollier pour justifier sa décision. BFMTV 5 septembre 2024

J-C – Je ne pourrais pas enseigner en France ou au lycée français de Pondichéry, je me ferais virer au bout de quelques jours ou semaines.

Situation politique en France

Une technocrate de gauche ou un technocrate de droite, l'essentiel c'est d'assurer la continuité des institutions de la Ve République !

Quand un interlocuteur évoque une réforme sociale, spontanément Barnier dégage le "*cadre budgétaire*", car "*la France est sous la surveillance de Bruxelles pour déficit public excessif*" (Slate.fr).

En technocratie.

Michel Barnier nomme Jérôme Fournel directeur de cabinet, ce que dit ce choix - Le HuffPost 7 septembre 2024

Selon nos confrères du Monde, Jérôme Fournel entretient de « *très bonnes relations* » avec le secrétaire général de l'Élysée Alexis Kohler - un autre point commun avec Emmanuel Moulin. Son CV depuis le premier quinquennat d'Emmanuel Macron illustre aussi sa proximité avec le camp présidentiel, notamment par sa présence dans les équipes de deux des ministres les plus influents et les plus installés dans le paysage macroniste.

Avant d'être débauché par Michel Barnier, Jérôme Fournel était, depuis le mois de janvier, directeur de cabinet de Bruno Le Maire à Bercy - comme le fut le directeur de cabinet de Gabriel Attal. Encore avant, ce haut fonctionnaire diplômé de l'ENA et EHEC a dirigé pendant cinq ans la Direction générale des Finances publiques (DGFIP). Sans oublier deux ans (2017-2019) comme directeur de cabinet du ministre de l'Action et des Comptes publics - un certain Gérard Darmanin - et quatre ans comme inspecteur général des finances...

Le choix de Jérôme Fournel n'est pas non plus le signe d'une rupture franche avec le macronisme.
Le HuffPost 7 septembre 2024

Comme c'est bien emballé. L'extrême droite assure la "continuité de l'État" sous couvert de «neutralité» technique, dixit un porte-parole de Davos.

Michel Barnier Premier ministre? Tout ça pour ça! - Slate.fr 5 septembre

Un profil lisse, sage et sans aspérités, soit très exactement celui dont personne ne voulait.

Il nous fallait à Matignon de l'héroïsme, de l'ardeur, de la nouveauté, de l'inattendu, une divine surprise. Et voici que nous avons un perdant (des primaires LR) et un Premier ministre qui était déjà vieux en 1971, il y a plus d'un demi-siècle.

Quel minable scénariste à l'Élysée a pu imaginer un dénouement aussi plat? Ce n'est pas faire insulte à Michel Barnier que d'observer qu'il n'incarne guère l'avenir. S'il suscite quelque part un semblant d'enthousiasme, c'est probablement chez les ultraboomers attachés au point d'indice de leur retraite.

Avec la démission du gouvernement, la gestion des «*affaires courantes*» a mis en évidence l'inutilité des ministres. La France n'a nullement cessé d'être gouvernée, ou plutôt administrée. D'après un décompte du *Monde*, quelque 1.500 textes (décrets, arrêtés, nominations...) ont été publiés au Journal officiel depuis la mi-juillet. C'est beaucoup.

En réalité, l'État est d'abord une énorme machine administrative qui pond du texte réglementaire tous les jours –et avec ardeur dès qu'une vacance de pouvoir se profile. Souvent, et pas seulement ces dernières semaines, les textes réglementaires, sous couvert de faciliter l'application des lois, parviennent à les altérer. C'est déjà un pouvoir considérable. Or, la complexité extrême et croissante des sujets à traiter ne feront que renforcer cette mainmise des «*technos*» sur les politiques.

Le «*gouvernement démissionnaire*» de Gabriel Attal était un gouvernement fantôme, mais les ministères sont donc restés bien vivants. La véritable continuité de l'État est là. Et nous avons pu constater, comme d'autres pays avant nous, que la France n'avait besoin ni d'un gouvernement ni d'un Parlement (en congés) pour fonctionner...

Car, dans cette machinerie administrative, les ministres et leurs cabinets passent, les agents des services restent. Tandis que les ministres font les clowns à la télé ou inaugurent des chrysanthèmes, le véritable pouvoir est là, inamovible, dans les directions centrales des ministères. Emmanuel Macron en avait d'ailleurs pris acte, voulant dès son premier quinquennat rendre «*responsables*» les directeurs d'administrations centrales. En vain. Aux manettes, oui, en responsabilité politique, non.

Sans doute est-ce cette continuité de l'État qui a motivé la désignation de Michel Barnier. Le président de la République espère probablement garantir un semblant de stabilité à l'Assemblée, sous couvert de «*neutralité*» technique. Ce ne sera probablement pas le cas, tant le palais Bourbon est divisé. Mais, en obtenant la neutralité du Rassemblement national, l'hypothèse n'est pas exclue. Par son profil «*techno*», à défaut d'être un chef de gouvernement censuré, Michel Barnier pourrait donc être aussi discret et efficace qu'un gouvernement démissionnaire. Slate.fr 5 septembre

"Des gages potentiels donnés aux troupes de Marine Le Pen".

Michel Barnier Premier ministre : toutes ces positions qui ont pu faire pencher la balance en sa faveur - Le HuffPost 5 septembre 2024

La longévité du Premier ministre dépendra mécaniquement du bon vouloir du RN, qui pourrait se saisir de la moindre occasion pour faire tomber le gouvernement.

Reste le Rassemblement national, devenu un « arbitre » de la situation. Le RN a fait savoir qu'il ne s'opposera pas par principe à Michel Barnier. « *Nous jugerons sur pièces* », a fait savoir Jordan Bardella.

Michel Barnier a tenu des positions susceptibles de ne pas déplaire à l'extrême droite. « *Il semble répondre au moins au premier critère que nous avons réclamé, c'est-à-dire un homme qui soit respectueux des différences forces politiques et capable de pouvoir s'adresser au Rassemblement national de la même façon qu'aux autres groupes* », a d'ailleurs réagi Marine Le Pen au micro de LCI.

S'il tient le même discours qu'en 2022, les positions de Michel Barnier sur l'immigration parleront effectivement au RN. En septembre 2021, quelques mois seulement après son départ de Bruxelles et en pleine course pour l'investiture LR pour la présidentielle, il fustigeait la Cour de justice européenne, estimant qu'il fallait en matière d'immigration « *retrouver notre souveraineté juridique* ». Comme un écho aux positions du RN qui défend la primauté du droit français sur le droit européen.

L'ex-commissaire européen proposait aussi un référendum sur l'immigration, l'instauration de quotas annuels de visas, le durcissement de l'accès aux aides sociales ou encore la suppression de l'aide médicale d'État (AME) « *sauf urgence* ». Soit des points défendus par l'extrême droite pendant les débats sur la loi immigration.

En outre, dans ses propositions pour « garantir la sécurité des Français », Michel Barnier proposait « *l'expulsion systématique des prisonniers condamnés à de la prison ferme* » - le principe de la « *double peine* ». Du miel aux oreilles de Marine Le Pen qui, en mars 2024, réclamait sur France Inter que « *lorsqu'un étranger est en situation irrégulière, (...) lorsqu'il commet un délit, il doit ne pas pouvoir rester sur le territoire.* »

En mai 2021, Michel Barnier a aussi plaidé pour « réaffirmer clairement que les signes religieux ne peuvent pas entrer dans l'espace public », dans l'émission le Grand Jury pour RTL-Le Figaro-LCI. L'interdiction du voile dans l'espace public est depuis 2017 au programme du Rassemblement national. Lors de la campagne présidentielle 2022, le parti a légèrement amendé la forme de son discours - sans toucher au fond.

Sur le fond, c'est peu dire que Michel Barnier constitue un pont entre macronistes et lepénistes. Durant la primaire LR, il défendait un programme économique libéral.

Aux yeux d'Emmanuel Macron, Michel Barnier a un avantage de taille : celui de ne pas détricoter la réforme des retraites, mesure phare du second quinquennat. Car moins de deux ans avant la

réforme portée par le camp présidentiel, Michel Barnier proposait de repousser l'âge légal de départ à 65 ans, soit un an de plus que les 64 ans imposés par la Macronie.

« Déficit de légitimité », du point de vue de qui ?

J-C – Tous les Premiers ministres sans exception bénéficièrent de la légitimité que leur accordait la Ve République au service du capitalisme. Hormis aux capitalistes, à qui donc devaient-ils rendre des comptes ? A personne. Or, on veut vous faire croire le contraire. Pourquoi ? Pardi, pour qu'à votre tour vous légitimiez la Constitution de la Ve République, c'est un piège, un piège que vous avait aussi tendu le NFP.

D'après vous, pourquoi n'ont-ils jamais cessé pendant plus d'un demi-siècle à participer aux élections législatives, sinon pour vous entraîner dans ce piège, et cela a fonctionné à merveille. C'est difficile ou impossible à admettre, je sais, mais on s'en remet je vous assure.

Le HuffPost 5 septembre 2024 - Parmi eux, un sérieux déficit de légitimité, puisque la famille politique qu'il représente, Les Républicains, n'a récolté que 5,41 % des voix au second tour des élections législatives anticipées, après un premier gadin aux élections européennes. Résultat : 47 sièges pour LR à l'Assemblée nationale (contre 64 en 2022).

Une épine dans le pied qui s'adosse à un autre défaut de taille pour Michel Barnier : il n'a pas appelé à participer au « *front républicain* » contre le RN au second tour des législatives (pas plus que sa famille politique). Or, c'était pourtant l'enseignement majeur de ces élections anticipées marquées par une participation record : la persistance d'un solide barrage contre l'extrême droite. Raison pour laquelle Emmanuel Macron semblait vouloir faire vivre cet esprit au sein de l'exécutif.

« *Les Français souhaitent qu'il y ait une coalition gouvernementale à l'image du barrage républicain qui a été souhaité* », affirmait l'entourage du chef de l'État, en amont de la série de consultations organisées à l'Élysée. Or, quelques jours plus tard, Emmanuel Macron, qui voulait surtout un Premier ministre qui ne touche pas à son bilan, s'est finalement tourné vers le représentant d'un parti qui a snobé ce fameux « *front républicain* », auquel ont participé le Nouveau Front populaire et le camp présidentiel. Pas idéal pour rassembler dans ces conditions.

Michel Barnier a juste un petite quelque chose avec le RN, s'il le dit lui-même.

Lors d'une interview sur TF1, il s'est dit disposé à ouvrir son gouvernement à des "*gens de gauche*" et a assuré n'avoir "*rien de commun ou pas grand-chose de commun avec les thèses ou les idéologies du Rassemblement national*". France 24 6 septembre 2024

Le nouveau locataire de Matignon a assuré que le groupe qu'il formerait « *ne sera pas un gouvernement de droite* » et qu'il comporterait des « *gens de gauche* » et « *peut-être* » des ministres sortants. « *Je ne m'interdis pas de réunir autour de la table des hommes et des femmes de tous les partis politique. (...) Il y a des bonnes idées partout. (...) Le sectarisme est une preuve de faiblesse, il faut ouvrir la porte à tous ceux qui le voudront* ». Le Point/AFP 7 septembre 2024

C'était officieux depuis 2017, depuis le 6 septembre 2024 c'est officiel, il y a un régime d'extrême droite en France.

Jordan Bardella place Michel Barnier « sous surveillance » du RN et veut rester au centre du jeu - Le HuffPost 7 septembre 2024

Qu'elle semble loin, la défaite des législatives. Le Rassemblement national, en retrait forcé au début de l'été, entend bien s'installer en cette rentrée comme un parti incontournable. Jordan Bardella n'a pas réussi à devenir Premier ministre ? Cela ne l'empêche pas d'estimer que le titulaire du poste, le LR Michel Barnier a des comptes à rendre au RN qui le place « sous surveillance ». Rien de moins.

« La réalité, c'est que désormais rien ne peut se faire sans nous. (...) Rien ne peut être effectué en politique contre nous et sans l'approbation ou la censure du Rassemblement national ». Ce samedi 7 septembre depuis la foire de Châlons, Jordan Bardella met désormais en garde Michel Barnier : « je souhaite que le Premier ministre et le futur gouvernement (...) puissent être attentifs aux exigences qui sont désormais les nôtres et je crois qu'à compter de ce jour, monsieur Barnier est un Premier ministre sous surveillance démocratique d'un parti politique qui est désormais incontournable dans le jeu parlementaire », ose-t-il.

Le chef de l'extrême droite souhaite que le RN puisse « s'entretenir » avec le Premier ministre et prévient qu'il sera « extrêmement intransigeant » sur les relations avec le futur gouvernement. Invité du JT de TF1 à 20H ce samedi, le président du parti aura un tapis rouge pour préciser ses exigences.

« Monsieur Barnier, en vieillissant, a évolué sur un certain nombre de sujets, européens et sur la question de l'immigration. Il a repris quand il était candidat à la primaire (LR en 2022, ndlr) un certain nombre des positions qui étaient les nôtres. Nous attendons de voir si monsieur Barnier va au bout », a déclaré Thomas Ménagé, député du Loiret, sur France Inter ce samedi. Le HuffPost 7 septembre 2024

Choix du Premier ministre: Le Pen affirme que Macron a "tenu compte des critères du RN" - BFMTV/AFP 8 septembre 2024

Les dirigeants du Rassemblement national Jordan Bardella et Marine Le Pen ont assuré samedi 7 septembre ne vouloir participer ni "au désordre institutionnel" ni au "blocage" en renversant d'emblée le futur gouvernement de Michel Barnier.

"J'ai simplement le souhait que le Rassemblement national ne participe pas, contrairement à la gauche, au désordre institutionnel et au chaos démocratique", a déclaré samedi soir sur TF1 le patron du RN Jordan Bardella.

"Si en revanche, il est le nouveau prête-nom du macronisme et qu'il poursuit la politique qui a été conduite par Emmanuel Macron et qui a été très sévèrement sanctionnée dans les urnes en juillet dernier, alors ce gouvernement tombera", a-t-il menacé. BFMTV/AFP 8 septembre 2024

Qui est Barnier ?

Népotisme en famille.

Closer 5 septembre - Mariés depuis 1982, le nouveau Premier ministre et l'avocate de formation sont les heureux parents de trois enfants : Nicolas, né en 1987 puis les jumeaux Benjamin et Laëtitia, nés en 1990. Comme Michel Barnier, son aîné suit lui aussi une carrière en politique.

Depuis 2017 en effet, Nicolas Barnier est le collaborateur parlementaire d'un député LREM, Grégory Besson-Moreau.

Chargé de mission au Sénat, le fils aîné de Michel Barnier est aujourd'hui le directeur de l'Agence de la ruralité Région Ile-de-France. Son petit frère, Benjamin, travaille comme agent littéraire. La seule fille du Premier ministre, Laëtitia, est psychologue au centre de crise et de soutien du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Tous se font plutôt discrets dans les médias et sur le devant de la scène.

Comme Michel Barnier, Isabelle Almayer a elle aussi baigné dans le monde politique. Avocate pendant dix ans, elle a travaillé avec Roselyne Bachelot au Ministère de la Santé. Là, elle a été chargée de mission puis directrice des développements et partenariats pour l'association Citizen Entrepreneurs. Depuis cette année, elle est devenue Responsable de la communication et de la recherche de fonds pour la Fondation La vie au Grand Air. La politique, c'est une histoire de famille chez les Barnier. Closer 5 septembre 2024

Quand il fut impliqué dans le scandale de la dioxine à Albertville en 2001. Et, un gestionnaire rigoureux.

1- ... son rôle néfaste dans la catastrophe de la dioxine à Albertville (73) en 2001. En effet ministre de l'environnement de 1993 à 1995 il n'avait pas tenu compte des alertes (comme ses successeurs Lepage et Voynet) couvrant ainsi les agissements criminels de la société Novargie et du SIMIGEDA (syndicat intercommunal mixte de gestion des déchets du secteur d'Albertville), dirigée par son ami et compère Albert Gibello (maire UMP d'Albertville). Une centaine de décès plus tard (outre l'énorme coup financier du bétails abattu et des travaux décontamination) et dix plus tard après un procès tronqué et délocalisé aucune personne n'a été condamnée !

J-C - J'ai trouvé un article sur cette affaire, effectivement Barnier s'était comporté comme un ripou.

Grâce à une dissolution opportune, qui fait suite à plusieurs non-lieux, aucun responsable politique (Dont Barnier - Ndlr) ne comparaitra au procès de la pollution à la dioxine liée à l'usage illicite de l'incinérateur de Gilly-sur-Isère entre 1995 et 2001.

“Michel Barnier, ministre de l'Environnement, avait réuni les DRIRE (Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et l'Environnement pour la Haute-Savoie et la Savoie) en leur demandant de ne pas accentuer leurs actions concernant les non conformités des usines d'incinération d'ordures ménagères”. Entendu le 15 février 2006 en qualité de témoin par le juge d'instruction, Michel Barnier indiquait ne pas avoir été avisé du cas de Gilly-sur-Isère, en tant que ministre. Toutefois, il admettait l'avoir été... en tant que président du Conseil général de Savoie de 1982 à 1999.

<https://www.lyoncapitale.fr/actualite/fiasco-judiciaire-annonce-dans-l-affaire-de-la-dioxine>

2- Ne pas mésestimer ses extraordinaires qualités de gestionnaire :

"Longtemps minimisé par les organisateurs Le déficit des Jeux d'Albertville s'élève à plus de 280 millions de francs.

Le conseil d'administration du Comité d'organisation des Jeux olympiques d'Albertville (COJO) devait rendre public, jeudi 9 juillet à Paris, le montant du déficit des XVI J.O. d'hiver. Celui-ci s'élève à un peu plus de 280 millions de francs, soit 6,6 % du budget des Jeux qui atteint 4 201 millions de francs. Les coprésidents du COJO, MM. Jean-Claude Killy et Michel Barnier, n'ont pas réussi le pari financier fixé en 1986, et qu'ils résumaient à travers cette formule, " les Jeux paieront les Jeux ". (Le Monde 9 juillet 1992).

Quand Macron était un mauvais président. C'était en 2021.

20minutes.fr 5 septembre 2024 - En novembre 2021, sur CNews. « Emmanuel Macron a gouverné notre pays [...] de manière solitaire et arrogante. »

Comme le montre un tweet du journaliste Paul Larrouturou, Michel Barnier se lâchait : « Notre pays n'a pas été bien gouverné. L'échec du Président sortant est clair. Emmanuel Macron a gouverné notre pays, à l'intérieur et à l'extérieur, de manière solitaire et arrogante. Et ce n'est pas ça, la Ve République. » 20minutes.fr 5 septembre 2024

C'était avant ! Barnier la girouette. C'était en 2022.

Publicsenat.fr 5 septembre 2024.

Le 13 mai 2022, quelques jours après la réélection d'Emmanuel Macron et à un mois du premier tour des élections législatives, il est l'invité de l'émission Extra Local, sur Public Sénat.

Interrogé à l'époque par Hubert Coudurier, directeur de l'information du Télégramme, sur la possibilité pour Les Républicains de servir de « *force d'appoint aux macronistes* » si ces derniers ne remportaient pas la majorité absolue lors des élections législatives, Michel Barnier avait affirmé que ce n'était ni l'« *ambition* », ni la « *vocation* » de son parti.

« *Je pense qu'on peut être et qu'on doit être une force d'équilibre, qui participe à la respiration démocratique. Je ne crois pas qu'il soit bon pour notre pays qu'il y ait ce bloc central qu'Emmanuel Macron veut construire, et puis seulement des extrêmes* », expliquait-il.

Au cours l'entretien, Michel Barnier se montre par ailleurs très ferme à l'égard du Rassemblement national. Interrogé sur la pertinence d'une stratégie d'union de la droite et de l'extrême droite, le nouveau Premier ministre se voulait à l'époque catégorique : « *Il n'y a aucune compatibilité possible et aucune complaisance possible à l'égard des thèses de l'extrême droite et de ceux qui les représentent.* »

Santé.

Cela ne prend plus ou ce n'est pas le "bon" virus ou encore, ce n'est pas le bon moment...

Santé: situation sanitaire sous contrôle en Europe face au mpox - RFI 6 septembre 2024

Le professeur Xavier Lescure, du service maladies infectieuses et tropicales de l'hôpital Bichat : « *Aujourd'hui, un seul cas a été détecté en Europe, en Suède. Est-ce qu'il y a des raisons de s'inquiéter ? Je ne pense pas* »

En France, la Haute autorité de santé recommande la vaccination contre le mpox aux personnes à risques, notamment aux hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et aux personnes travailleuses du sexe. RFI 6 septembre 2024

Grande-Bretagne.

Keir Starmer, agent de la Commission trilatérale - Réseau Voltaire 6 septembre 2024

L'actuel Premier ministre britannique, Keir Starmer, militait pour le Brexit, conformément aux intérêts de la classe possédante et à la vision de Winston Churchill. Il était le ministre fantôme du Parti travailliste chargé du référendum. À l'insu de Jeremy Corbyn, alors Premier secrétaire du Parti, il a rejoint la Commission trilatérale, créée par David Rockefeller, Henry Kissinger et Zbigniew Brzezinski pour renforcer les liens économiques des États-Unis et de leurs alliés nord-américains, européens et japonais, dans l'esprit de la Charte de l'Atlantique (c'est-à-dire la domination anglo-saxonne du monde). En violation du règlement de la Chambre des Communes, il n'a pas déclaré son appartenance à la Commission trilatérale.

- Le secrétaire d'État US, Antony Blinken, et le conseiller à la sécurité nationale, Jacob "Jake" Sullivan, étaient également membres de cette organisation, ainsi que l'actuelle Première ministre danoise, Mette Frederiksen, et la commissaire européenne danoise à la Concurrence, Margrethe Vestager. Ils ont cessé de participer aux réunions depuis qu'ils assument des fonctions officielles.

- Les membres français sont Jacques Aschenbroich (Valeo), Laurent Bigorgne (directeur de l'Institut Montaigne où le parti macroniste a été créé), Sophie Boissard (Groupe Korian), Stéphane Boujnah (Euronext), Jean-Louis Bourlanges (ancien député européen), Patrick Buffet (ancien PDG d'Eramet), François Bujon de l'Estang (ancien ambassadeur de France à Washington), Patrick Combes (Compagnie Financière Tradition), Yves-Louis Darricarrère (Lazard frères), Thierry Déau (Méridiam), Marie-Ange Debon, Élisabeth Guigou (présidente de l'Anna Lindh Foundation), Sylvie Kauffmann (éditorialiste du Monde), Jean Lemierre, (BNP Paribas), Hervé Mariton (Fédération des entreprises d'outre-mer), Denis Simonneau (EuropaNova) et Jean-Claude Trichet (ancien président de la Banque centrale européenne).

L'agent Keir Starmer de la Commission trilatérale à l'œuvre.

Guerre en Ukraine: après des critiques de Zelensky, le Royaume-Uni va fournir des centaines de missiles à Kiev - BFMTV 6 septembre 2024

Le ministère britannique de la Défense a annoncé dans un communiqué qu'une première livraison de 650 "systèmes de missiles modulaires légers (LMM)" aurait lieu d'ici la fin de l'année, dans le cadre d'un contrat à 162 millions de livres (192 millions d'euros).

Ces missiles "*très polyvalents*" seront construits par le groupe français Thales dans son usine de Belfast en Irlande du Nord.

Ils sont conçus "*pour être tirés depuis une variété de plateformes tactiques terrestres, maritimes et aériennes*" et permettent de viser aussi bien une cible au sol qu'un drone en vol, selon le fabricant.

Cette nouvelle livraison de missiles sera annoncée ce vendredi par le ministre de la Défense John Healey, qui participe à une réunion du groupe de contact des alliés de l'Ukraine sur la base aérienne américaine de Ramstein, en Allemagne.

Le Royaume-Uni est l'un des principaux soutiens militaires de Kiev depuis l'invasion russe de février 2022, et lui a notamment fourni des missiles longue portée Storm Shadow, des centaines de missiles LMM et un escadron de 14 chars Challenger 2. BFMTV 6 septembre 2024

Etats-Unis.

Pour les directeurs de la CIA et du MI6, la Chine est le "principal défi géopolitique du 21e siècle" - BFMTV 7 septembre 2024

Les directeurs de la CIA, Bill Burns, et du MI6 britannique, Richard Moore, ont affiché samedi 7 septembre l'importance de leur coopération face à des menaces "*sans précédent*", évoquant notamment la Russie, la Chine et l'islamisme, dans une tribune commune publiée dans le *Financial Times*.

Soulignant n'avoir "*pas d'autre allié plus digne de confiance*", les deux chefs du renseignement affirment devoir aujourd'hui agir "*dans un système international contesté où nos deux pays sont confrontés à une batterie de menaces sans précédent*".

Les deux dirigeants assurent notamment que la Chine est le "*principal défi géopolitique et en termes de renseignement du 21e siècle*".

Au sujet de la guerre en Ukraine, Bill Burns et Richard Moore affirment qu'"*il est plus important que jamais de maintenir le cap*" pour contrecarrer la Russie et soulignent qu'ils "*continueront d'aider*" Kiev.

Les Etats-Unis et le Royaume-Uni sont parmi les premiers soutiens financiers et militaires de l'Ukraine dans sa résistance à l'invasion russe lancée en février 2022.

La CIA et le Secret Intelligence Service (ou MI6) affichent également leur résolution à lutter contre "la campagne de sabotage" et les tentatives de déstabilisation via la désinformation, menées en Europe par Moscou.

Ils évoquent la lutte contre le terrorisme islamiste parmi leurs grandes priorités.

Face à toutes ces menaces, "*maintenir un avantage technologique est vital*", préviennent-ils, citant le développement de l'intelligence artificielle.

La publication de cette tribune intervient quelques jours avant la visite du Premier ministre britannique Keir Starmer à Washington le 13 septembre, où il sera reçu par le président américain Joe Biden.

Au nom de la loi !

États-Unis: Hunter Biden plaide coupable de fraude fiscale et évite un nouveau procès - BFMTV 6 septembre 2024

Hunter Biden, le fils du président américain, a formellement plaidé coupable ce jeudi 6 septembre de fraude fiscale devant un tribunal de Los Angeles, un revirement qui lui évite un nouveau procès après sa condamnation en juin dans une autre affaire.

Cet ex-avocat et homme d'affaires, aujourd'hui reconverti dans la peinture, était notamment confronté à un chef d'accusation de fraude fiscale et deux chefs de fausses déclarations pour ne pas avoir versé 1,4 million de dollars d'impôts au cours de la dernière décennie.

Le juge a fixé le prononcé de la peine au 16 décembre. Hunter Biden encourt jusqu'à 15 ans de prison.

Las, Hunter Biden a signifié à ses avocats qu'il acceptait finalement de pleinement plaider coupable, sans accord avec les procureurs pour réduire sa peine, mais permettant ainsi d'éviter un nouveau procès embarrassant.

Car le fils cadet de Joe Biden a déjà été condamné cette année pour avoir menti sur son addiction aux drogues lors de l'achat d'une arme. Sa peine, pouvant aller jusqu'à 25 ans de prison, n'a pas encore été prononcée.

Lors des audiences à ce procès, le train de vie luxueux d'Hunter Biden, son couple en déliquescence ou encore son addiction à la cocaïne avaient déjà été étalés sur la place publique. C'est semble-t-il pour éviter que ces détails infamants ne soient à nouveau entendus qu'il a finalement décidé ce jeudi de plaider coupable.

Russie.

Forum économique oriental : peut-être l'événement international le moins couvert par les grands médias occidentaux cette semaine

Il s'agissait de la 9ème édition du Forum économique oriental de Vladivostok, qui fait contrepoids au Forum économique international de Saint-Pétersbourg, qui se tient chaque année au printemps. Comme à Saint-Pétersbourg, l'événement de Vladivostok rassemble des missions commerciales et diplomatiques du monde entier, ainsi que des hommes d'État étrangers très importants qui montent sur l'estrade avec Vladimir Poutine lors de la session plénière. Ils prononcent des discours et participent à une séance de questions-réponses. Cette fois-ci, plus de 70 pays étaient représentés au Forum et les invités étrangers de marque étaient le Premier ministre de Malaisie, Anwar Ibrahim, et le vice-président chinois, Han Zheng.

La présence de Ibrahim était particulièrement pertinente et choquante pour l'Occident collectif, ce qui explique en partie pourquoi vous n'avez pas vu son visage sur la BBC cette semaine. Rappelons que la Grande-Bretagne était l'ancien colonisateur de ce qui est aujourd'hui la Malaisie.

La Malaisie a officiellement demandé à rejoindre les BRICS et la Russie parrainera sa candidature. Elle participera au sommet des BRICS qui se tiendra à Kazan le 26 octobre et son admission au club en tant que membre à part entière est acquise.

La Malaisie sera le premier membre de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) à rejoindre les BRICS, mais on peut s'attendre à ce que d'autres s'y joignent peu après, à commencer peut-être par le Vietnam. Leur adhésion aux BRICS représente une rupture significative avec les liens étroits que la Malaisie entretenait jusqu'à présent avec les États-Unis. Ce changement de cap peut s'expliquer par de nombreuses raisons, mais l'une d'entre elles est l'orientation religieuse du pays. Les 35 millions d'habitants de la Malaisie sont majoritairement musulmans et ils ont observé avec horreur le génocide israélien à Gaza, soutenu par Washington.

<https://reseauinternational.net/forum-economique-oriental-peut-etre-levenement-international-le-moins-couvert-par-les-grands-medias-occidentaux-cette-semaine/>

Ukraine.

Conflit, créanciers et krach de voiture: comment l'Ukraine a-t-elle procédé à une restructuration de la dette en temps de guerre – Reuters septembre 2024

Quelques mois seulement après l'invasion de l'Ukraine par la Russie, le conseiller financier du pays, Rothschild and Co, a remis au chef de la dette de Kiev un dépliant noir épais détaillant les principales restructurations de la dette souveraine des 30 dernières années.

Pour Yuriy Butsa, 40 ans, cela s'avérerait essentiel. Il n'avait pas été impliqué dans la retouche de dette dont l'Ukraine a besoin en 2015 après l'annexion de la Crimée par la Russie et il n'a pas fallu longtemps pour faire appel à l'expertise.

Face à une économie paralysée par le coût et la destruction de la guerre, en août 2022, l'Ukraine s'est mise d'accord avec les créanciers pour suspendre les paiements sur ses obligations. Sans fin du

conflit en vue, la semaine dernière, la nation a scellé l'une des restructurations de la dette les plus rapides - et les plus importantes - de l'histoire.

Éclipsée uniquement par l'Argentine et la Grèce, la restructuration de plus de 20 milliards de dollars de dette permettra d'économiser à Kiev 11,4 milliards de dollars au cours des trois prochaines années - cruciales tant pour son effort de guerre en cours que pour son programme du Fonds monétaire international.

"Une situation stable où plus de points d'interrogation sont là ne peut qu'en bénéficier à l'Ukraine", a déclaré à Reuters Arvid Tuerkner, directeur général pour l'Ukraine et la Moldavie à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, l'un des grands partenaires multilatéraux de Kiev.

Ce récit de la manière dont l'accord de l'Ukraine avec les détenteurs d'obligations s'est établi sur la base d'entretiens avec cinq sources du côté du gouvernement et des investisseurs qui ont participé aux pourparlers et ont accepté de parler avec Reuters sous le couvert de l'anonymat.

Les négociations initiales entre le gouvernement et ses prêteurs n'étaient pas allées à la planification.

Les pourparlers de juin s'étaient décomposés après quelques semaines, le comité central des détenteurs d'obligations se plaignant que la dépréciation de l'Ukraine exigeait « nettement plus » des 20 % que les plus espéraient et risquaient de faire un « dommage substantiel » aux relations.

À moins de deux mois de l'expiration du moratoire sur les paiements d'août 2022, Rothschild organise des réunions en face-à-face dans les élégants bureaux parisiens de la société sur l'avenue de Messine.

Début le 16 juillet, les représentants de certains des plus hauts cabinets de gestion d'actifs du monde et de leurs conseillers juridiques et financiers sont arrivés à Paris, où ils ont rejoint Butsa, les conseillers juridiques à long terme de l'Ukraine, White and Case et l'équipe Rothschild.

Une série de salles de réunion, ornées de photos des fameux vignobles de Rothschild, avait été réservée pour permettre des discussions conjointes et une stratégie privée.

L'état d'esprit était pragmatique dès le départ, selon des sources du gouvernement et du côté des créanciers. Tout le monde est venu dans l'espoir de conclure un accord - même si les deux parties sont encore loin.

Il y avait des raisons d'être de retour dans les pourparlers.

En plus de l'échéance imminente, le FMI, fournissant à l'Ukraine un soutien de 15,6 milliards de dollars, vient de mettre à jour ses projections. Elles ont reflété une situation économique qui ne fait qu'une situation économique qui empire, mais elles ont néanmoins donné une nouvelle base à travailler.

L'Ukraine a démarré en présentant sa proposition. Les membres d'un groupe clé détenteurs d'obligations, représentant certains des plus grands gestionnaires d'actifs du monde tels que BlackRock et Amundi, ont également expliqué leurs demandes: que l'Ukraine reprenne

immédiatement les paiements, offre une voie vers une reprise par le principal et, surtout, "*conserver simplement*".

Le FMI et Rothschild ont tous deux refusé de commenter cette histoire, mais selon deux sources, les experts du FMI ont été mis en garde à Kiev et à Washington pendant les négociations dans le cadre d'un arrangement exceptionnel.

Cela est vital pour faire la modélisation à forte intensité de main-d'œuvre nécessaire pour déterminer ce que chaque compromis proposé signifierait pour la viabilité à long terme de la dette de l'Ukraine.

À 4 heures du matin, le 18 juillet à Paris, ou 5 heures à Kiev et près de 48 heures après le processus, une autre demande a été faite aux équipes du FMI pour qu'elles revoient les chiffres. Certains d'entre eux qui craquaient les chiffres avaient à peine dormi.

L'aide du Fonds est inestimable, son personnel travaille à bout de ton de vitesse et aide à surmonter de multiples obstacles.

Discussions sur la manière d'exploiter les avoirs gelés de la Russie et la confusion autour d'une nouvelle politique du FMI conçu pour essayer de l'aider à s'adapter aux réalités d'une guerre à part entière, ce qui a obligé à des pourparlers n'ayant pas pu commencer lors des réunions du printemps d'avril, comme on l'a espéré, et qu'il était encore à l'origine de problèmes.

L'équipe de Butsa et le FMI étaient également inflexibles sur le fait qu'il ne pouvait rien y avoir de même les coûts « *warrants du PIB* » utilisés pour adoucir sa restructuration en 2015. À leurs conditions, Kiev est tenue d'augmenter une grande partie de sa production économique si le PIB nominal dépasse 125,4 milliards de dollars et la croissance annuelle atteint 3 %.

Mais l'Ukraine offrait une alternative sous la forme d'une obligation plus simple liée au PIB, et les créanciers se voyaient également offrir les paiements instantanés de coupon qu'ils voulaient, à partir d'un taux de 1,75 % et finissant à 7,75 %.

Structurée pour être éligible aux indices obligataires principaux et donc plus facile à acheter et à vendre, cela signifie que l'écart entre les côtés a été aussi bon que comble. Avec juste les petits caractères à finaliser, ceux de Paris ont fait leur sortie alors que la ville entassée plaçant la touche finale de ses préparatifs olympiques.

Le drame n'était pas entièrement terminé, cependant.

En revenant de l'aéroport polonais où son vol avait atterri - la liaison la plus fiable depuis l'invasion russe a arrêté les vols de Kiev - un conducteur a traversé le chef de la dette ukrainienne, le VW Golf de la dette.

Personne n'a été blessé, mais Butsa était maintenant assise dans un bureau des assurances à Lviv en remplissant des formulaires tout en prenant des appels pour finaliser la déclaration selon laquelle la restructuration de 20 milliards de dollars avait, en principe, été convenue.

Le résultat final retentissant du vote auprès des détenteurs d'obligations a été de plus de 97 %.

Palestine occupée.

10 semaines avant l'attaque du Hamas, Netanyahu était au courant, selon le Shin Bet ; non, un an plus tôt, selon le New York Times

Les mensonges de Benyamin Netanyahu se fissurent. Il est désormais admis que le contre-espionnage avait prévenu le Premier ministre 10 semaines avant l'opération de la Résistance palestinienne. Celui-ci ne peut plus nier ce qu'il niait lorsque le *New York Times* relatait des rapports d'alerte un an auparavant.

<https://www.voltairenet.org/article221214.html>

Chine.

Déclaration de Beijing sur la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique - chine-magazine.com 5 septembre 2024

Nous, Chefs d'État et de Gouvernement et Chefs de délégation de la République populaire de Chine et de 53 États africains et le Président de la Commission de l'Union Africaine (UA), nous sommes réunis du 4 au 6 septembre 2024 en Chine pour le Sommet de Beijing du Forum sur la Coopération sino-africaine (FOCAC), placé sous le thème « *Travailler ensemble à promouvoir la modernisation et à construire une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de haut niveau* ». Le Sommet a adopté par consensus la Déclaration de Beijing sur la construction conjointe d'une communauté d'avenir partagé Chine-Afrique de tout temps à l'ère nouvelle.

Voici la déclaration complète, ci-dessous :!

https://www.chine-magazine.com/declaration-de-beijing-sur-la-construction-conjointe-dune-communaute-davenir-partage-chine-afrique/?utm_source=rss&utm_medium=rss&utm_campaign=declaration-de-beijing-sur-la-construction-conjointe-dune-communaute-davenir-partage-chine-afrique

Argentine.

En Argentine, les enseignants manifestent, asphyxiés par la rigueur budgétaire - RFI 6 septembre 2024

La tension sociale monte en Argentine. Après une manifestation de retraités réprimée par la police devant le Congrès mercredi, ce jeudi était journée de grève nationale dans les universités publiques. Leur budget n'a pas été actualisé depuis l'an passé, en dépit d'une inflation annuelle à 263 %. Et les premières victimes de cette asphyxie budgétaire sont les enseignants.

C'est déjà la troisième fois que le personnel des universités publiques débraye depuis le début du second semestre il y a un mois. L'université de Buenos Aires, où enseigne Rocío Salgueiro, s'est déclarée en état d'urgence salariale : « *Nous demandons principalement une revalorisation, car nos*

salaires ont énormément perdu face à l'inflation. La majorité des enseignants vit sous le seuil de pauvreté actuellement. »

Selon le Conseil interuniversitaire national, les enseignants ont perdu un tiers de leur pouvoir d'achat face à l'inflation depuis l'arrivée au pouvoir de Javier Milei, et 85 % d'entre eux perçoivent un salaire inférieur au seuil de pauvreté.

« *Personne n'arrive à boucler les fins de mois* », s'alarme Laura Garboni, elle aussi enseignante à l'université de Buenos Aires. Résultat, beaucoup doivent compléter leurs revenus avec un autre emploi, quand ils ne décident directement pas d'abandonner l'enseignement. « *De plus en plus de collègues nous disent : je laisse mon poste pour aller faire quelque chose de mieux rémunéré, car je dois payer le loyer.* »

Le Sénat doit examiner la semaine prochaine un texte d'actualisation du budget universitaire voté par les députés mi-août. Mais en cas d'approbation par la chambre haute, Javier Milei a prévenu qu'il utiliserait son veto pour s'opposer au texte afin de préserver l'équilibre budgétaire.

Venezuela.

J-C – En famille. Quand Lula vole au secours du fasciste argentin Milei, qui en retour a "exprimé sa reconnaissance", c'est beau la fraternité.

Quant au sort réservé à X ex-twitter, cela nous laisse complètement indifférent, X, Facebook et Cie. peuvent disparaître de la surface de la Terre qu'on s'en porterait mieux.

Bras de fer entre Caracas et Brasilia autour de l'ambassade d'Argentine au Venezuela - AFP 8 septembre

Le Venezuela a révoqué samedi de "manière immédiate" l'autorisation donnée au Brésil de représenter l'Argentine dans le pays, et notamment de gérer la résidence de l'ambassade où sont réfugiés six cadres de l'opposition depuis mars.

Le ministère brésilien des Affaires étrangères a aussitôt rappelé à Caracas "l'inviolabilité des installations de la mission diplomatique argentine".

La tension est montée entre Brasilia et Caracas alors que des forces de police ont pris position autour de la résidence de l'ambassade d'Argentine, gérée et gardée par le Brésil depuis début août, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans un communiqué diffusé dans la matinée, le Venezuela "a pris la décision de révoquer de manière immédiate l'autorisation donnée au Brésil pour exercer la représentation des intérêts de l'Argentine" ainsi que de gérer "la mission diplomatique".

Le texte assure que Caracas dispose de "preuves" de "l'utilisation de la mission pour la planification d'actions terroristes" et de tentatives d'assassinat du président Nicolas Maduro.

Le Venezuela a rompu le 29 juillet ses relations diplomatiques avec sept pays d'Amérique latine, dont l'Argentine, qui ne reconnaissent pas la réélection contestée de M. Maduro face au candidat de l'opposition Edmundo Gonzalez Urrutia, qui revendique la victoire.

L'Argentine a accueilli en mars à la résidence de l'ambassade six cadres de l'opposition, dont des responsables de la campagne électorale accusés de "*conspiration*" qui voulaient échapper à leur arrestation.

Le Brésil a aussitôt réagi samedi en assurant qu'il "*continuera à défendre les intérêts argentins jusqu'à ce que le gouvernement argentin nomme un autre Etat acceptable par le gouvernement vénézuélien pour exercer ces fonctions*".

L'Argentine a "*exprimé sa reconnaissance*" envers le Brésil et dit apprécier "*son engagement et sa responsabilité pour assurer la garde des biens argentins*" au Venezuela.

L'Uruguay considère que cette "*situation constitue une violation du droit international et une nouvelle violation des droits des citoyens vénézuéliens bénéficiant de l'asile*", alors que le Chili a fait part de sa "*préoccupation*", manifesté son "*rejet de cette décision*" et exprimé sa "*solidarité avec les gouvernements argentin et brésilien dans la situation qu'ils traversent*".

L'opposition vénézuélienne a dénoncé samedi matin le "*siège*" par les forces de l'ordre de la résidence de l'ambassade d'Argentine à Caracas, où selon elle l'électricité a été coupée. Depuis vendredi soir, elle est encerclée par des véhicules des forces de sécurité.